

panorapresse.ouest-france.fr

Ces deux écoles privées des Hauts-de-France concernées par des accusations de violences d'anciens élèves

3-4 minutes

D'anciens élèves du réseau catholique des Lasalliens ont dénoncé des faits de violences physiques et sexuelles commis par le passé. Deux écoles des [Hauts-de-France](#) sont concernées.

Un collectif d'anciens élèves d'établissements du réseau catholique des Lasalliens s'est constitué pour dénoncer des violences commises il y a des dizaines d'années par des membres de la congrégation, qui assure les prendre « très au sérieux » et explique avoir déjà indemnisé 70 personnes. Selon France Inter et Ici, les écoles Saint-Charles à [Chauny \(Aisne\)](#) et Nazareth à [Boulogne-sur-Mer \(Pas-de-Calais\)](#) sont concernées.

Violences physiques, agressions sexuelles, viols...

La congrégation, « consciente [...] de la responsabilité qui lui incombe », a mis en place depuis 2014 une cellule d'écoute, chargée de recueillir des signalements et « d'accompagner » les victimes, écrit son avocat, Matthias Pujos, dans un communiqué dimanche soir.

Elle a enregistré à ce jour « 72 saisines », dont 70 ont déjà permis le versement d'une indemnité financière, « pour un montant total de 2.434.882 euros », conformément aux recommandations de la Commission reconnaissance et réparation (CRR) mise en place par l'Église.

Depuis 2022, la congrégation a également effectué « trois signalements en justice, [...] auprès des procureurs de [Besançon](#), [Évry-Courcouronnes](#) et [Reims](#) », pour des faits dont les suspects sont encore vivants.

Les membres du collectif, essentiellement âgés de 50 à 70 ans, dénoncent des faits prescrits, commis entre 1955 et 1985 dans une vingtaine d'établissements appartenant aux « Frères des écoles chrétiennes » - congrégation fondée par Jean-Baptiste de La Salle qui gère aujourd'hui 150 établissements privés sous contrat en France - ont expliqué à l'AFP Philippe Auzenet, 73 ans, et l'autre co-fondateur qui préfère rester anonyme, confirmant une information de France Inter.

Ils dénoncent des « violences physiques », « brimades, humiliations », et pour « grande partie » d'entre eux, des faits « d'attouchements, d'agressions sexuelles et de viols », commis par des religieux ou des enseignants laïques, la plupart décédés.

Les écoles concernées se situaient notamment à [Quimper](#), [Rouen](#), [Mende](#), [Langogne \(Lozère\)](#), Reuil-Malmaison, [Issy-les-Moulineaux \(Hauts-de-Seine\)](#), [Grenoble](#), [Igny \(Essonne\)](#), [Nantes](#) ou [Paris](#), a détaillé M. Auzenet. Certains n'appartiennent plus depuis à la congrégation. Les écoles Saint-Charles à [Chauny \(Aisne\)](#) et Nazareth à [Boulogne-sur-Mer \(Pas-de-Calais\)](#) sont également concernées.

Le collectif réclame aujourd'hui que la Congrégation reconnaisse sa responsabilité dans des violences qu'il juge « systémiques » et la création d'un fonds de réparation de 100 millions d'euros et lance un appel à témoignages.

À l'école lasallienne de [Rouen](#), « entre 7 et 9 ans, j'ai été menacé de mort, violenté, ligoté, on me pendait par les pieds, ils avaient des couteaux de boucher et menaçaient de m'arracher les yeux. Cela a bousillé ma vie », a témoigné M. Auzenet.

Le co-fondateur de 62 ans se dit lui victime « de violences et d'attouchements » par des frères et enseignants laïques, à l'école/collège Saint-Augustin de Saint-Germain-en-Laye ([Yvelines](#)), entre 1969 et 1978

Avec AFP